

Nukleel ?

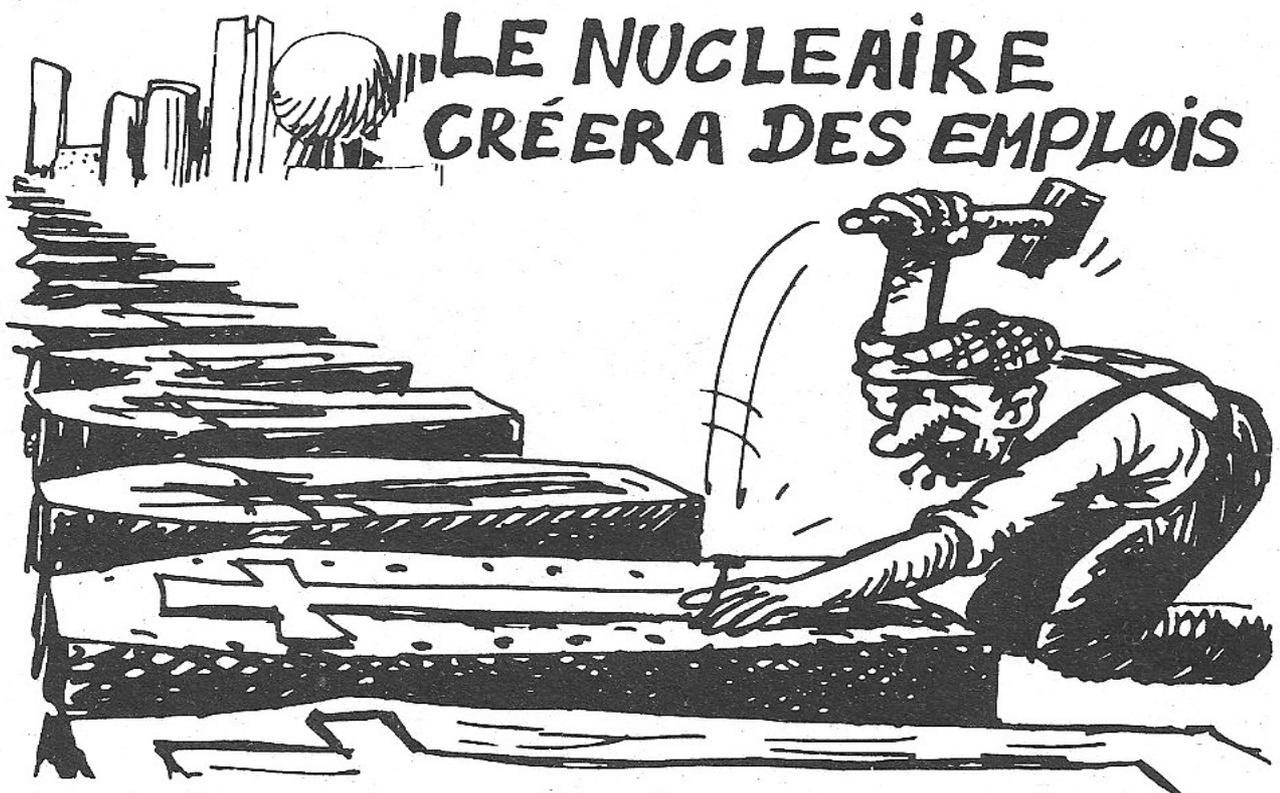
MAI-JUIN 1982

N° 15

journal breton d'information nucléaire

3 F.

DOSSIER : NUCLÉAIRE ET EMPLOI



DOSSIER NUCLÉAIRE ET EMPLOI

Introduction

I. L'Industrialisation

Relations entre le nucléaire, l'industrialisation et l'emploi.

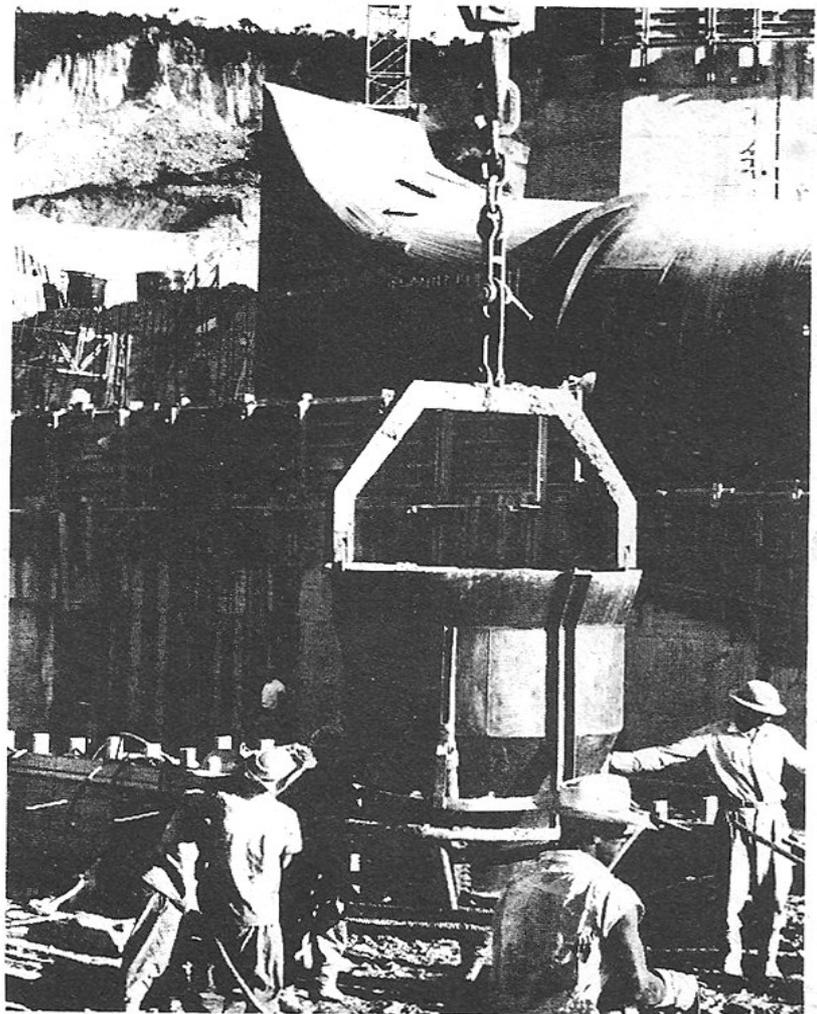
II. Le nucléaire comme marchandise

III. Le nucléaire : "gains" et pertes d'emplois.

IV. Emplois créés par les énergies renouvelables.

V. Conclusion

Dossier réalisé par la commission " emploi " du C.L.I.N. de QUIMPER.



INTRODUCTION

Après s'être orienté pendant des années sur les risques du nucléaire, notamment pour la santé, le débat aujourd'hui s'est déplacé vers la question de l'emploi. Il faut dire que la question du chômage devient le problème premier en France.

Avec deux millions de chômeurs à la fin 1981, nous atteignons du jamais vu en la matière. Le traumatisme collectif qui en résulte est grand et facilement manipulable par les défenseurs acharnés du nucléaire.

De cela, il faut tenir compte pour intervenir dans le débat. Cette situation est habilement utilisée par les pro-nucléaires qui, en déplaçant le débat sur ce terrain savent qu'ils touchent une corde sensible.

Il leur est facile de proclamer : " nucléaire = emploi = reprise économique , les anti-nucléaires sont les ennemis de l'emploi".

Plus le mensonge est gros, mieux il passe. Et le mensonge paye. Comme on a pu le voir lors des mobilisations pro-nucléaires autour des centrales ces derniers mois. Comme on a pu le voir pendant le débat parlementaire d'octobre 81. Comme le prouve le vote du conseil municipal de CATTENOM du 26 octobre 81 qui revient sur son engagement contre la

centrale. Face à ce phénomène (qui ira en s'accélégrant), la responsabilité des anti-nucléaires est grande.

Comme il l'a fait sur les problèmes de santé, de pollution, le mouvement anti-nucléaire doit prouver à tous les dangers du nucléaire pour le plein emploi. Ce dossier a été d'une réalisation difficile. Les chiffres, les données statistiques sur le nucléaires sont dispersées souvent faussées (pour les besoins de la cause par les pro-nucléaires). Mais nous pensons avoir atteint le but fixé : faire une première ébauche de l'implication du nucléaire sur l'emploi, chercher à définir le rôle du nucléaire dans l'activité économique, établir un relevé des emplois possibles dans les secteurs énergétiques divers (charbon, pétrole, solaire, recyclage...).

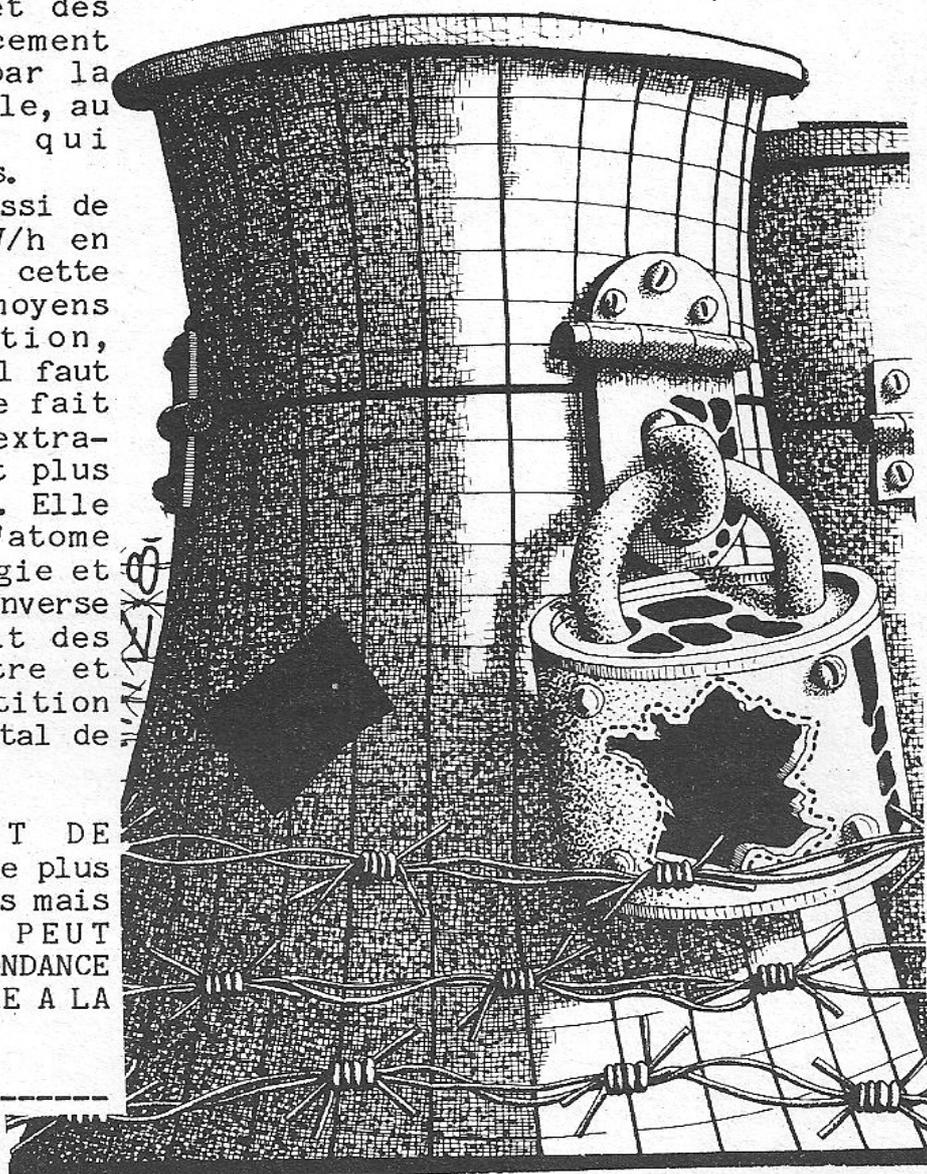
Au travers de ce dossier, nous démontrons l'ineptie du nucléaire et ses dangers pour l'emploi, nous montrons l'importance que nous accordons au problème du chômage et de la crise économique actuelle.

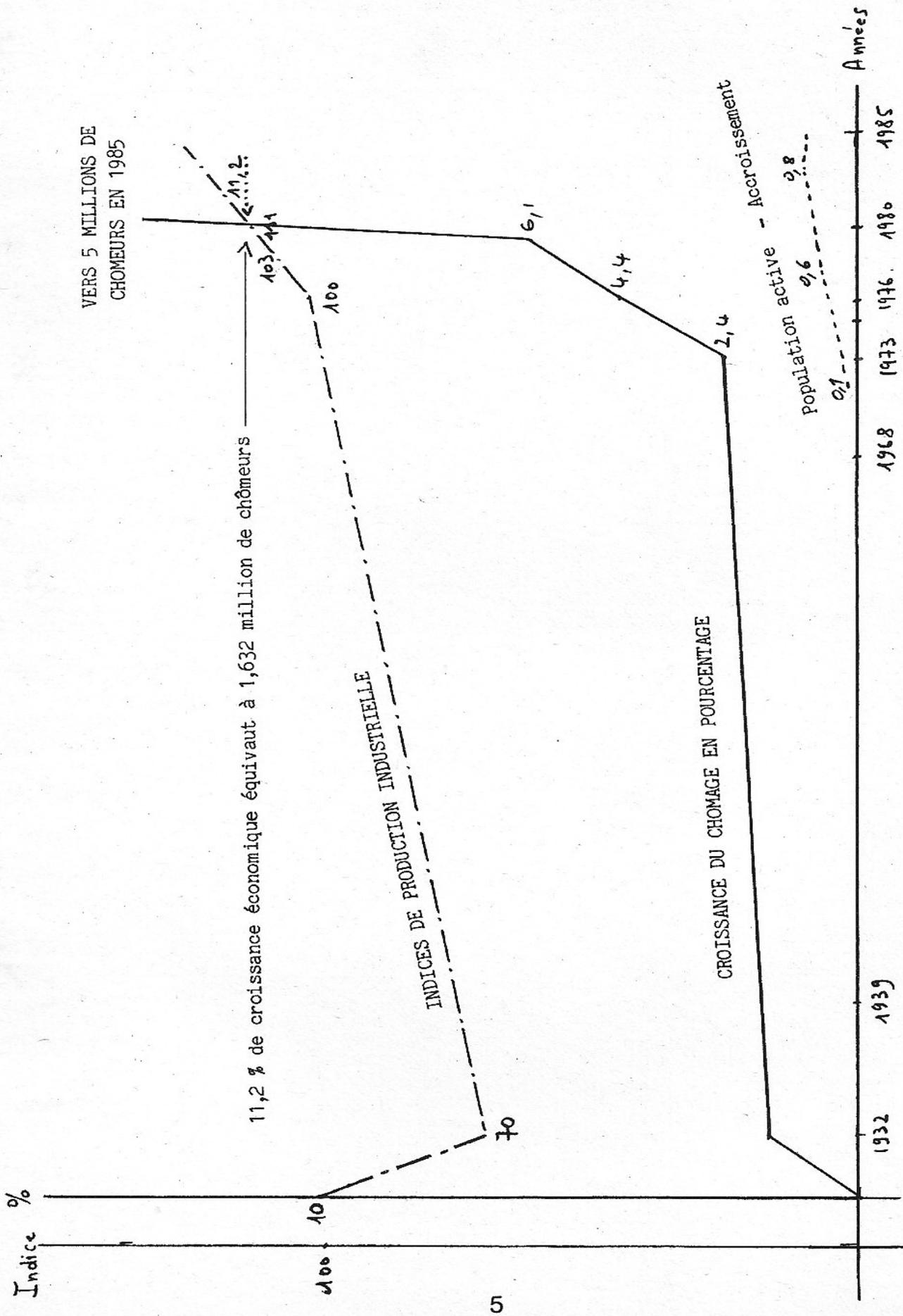
Si nous réussissons à convaincre de l'ineptie de la formule : " Nucléaire = Emploi " , alors nous aurons gagné une bataille contre le nucléaire. Voilà où se situe aujourd'hui la responsabilité du mouvement antinucléaire.

CROISSANCE DE LA PRODUCTION ET CROISSANCE DU CHOMAGE

Depuis le début du siècle, on constate que la production et le chômage augmentent en même temps (voir graphique ci-dessus). Une des principales causes du chômage c'est le progrès constant des sciences et des techniques et du remplacement progressif de l'homme par la machine. Il y a par exemple, au Japon des usines qui fonctionnent sans ouvriers. Le travail humain c'est aussi de l'énergie (1 / 10 de CV/h en moyenne). Si l'on compare cette énergie avec les autres moyens modernes de production, notamment le nucléaire, il faut constater que l'homme ne fait pas le poids. L'énergie extra-humaine est évidemment plus adaptée et plus rentable. Elle est aussi plus docile (l'atome ne fait pas grève). Energie et travail varient en sens inverse parce qu'ils sont en fait des substituts l'un de l'autre et qu'ils rentrent en compétition pour l'utilisation du capital de production.

UN NOMBRE RESTREINT DE TRAVAILLEURS (ou un nombre plus important de travailleurs mais travaillant peu) PEUT MAINTENANT PRODUIRE EN ABONDANCE TOUT CE QUI EST NECESSAIRE A LA VIE.





Courbes établies à partir de " faits et chiffres " Nouvel Obs et du QUID 81.

ÉVOLUTION DES DIFFÉRENTS SECTEURS ÉCONOMIQUES DEPUIS 1969

(primaire, secondaire et tertiaire).

L'évolution de l'économie française depuis une dizaine d'années met en relief deux problèmes: l'énergie et l'emploi. L'emploi dans les secteurs productifs (primaire et secondaire) a considérablement diminué (voir tableau). Le Primaire (agriculture, pêche, sylviculture) est en chute régulière. Le Secondaire (industries) après un sommet en 1973 suit une évolution descendante. Le programme nucléaire décidé en 1974 ainsi que l'élection de Giscard d'Estaing la même année n'ont pas influencé ces courbes. Les chiffres 1980-81 annoncent encore une aggravation. Seul le secteur tertiaire a considérablement augmenté ses effectifs (courbe régulière peu ou pas influencée par la crise du pétrole). Nous constatons que ce secteur compense d'une certaine manière les pertes du primaire et du secondaire.

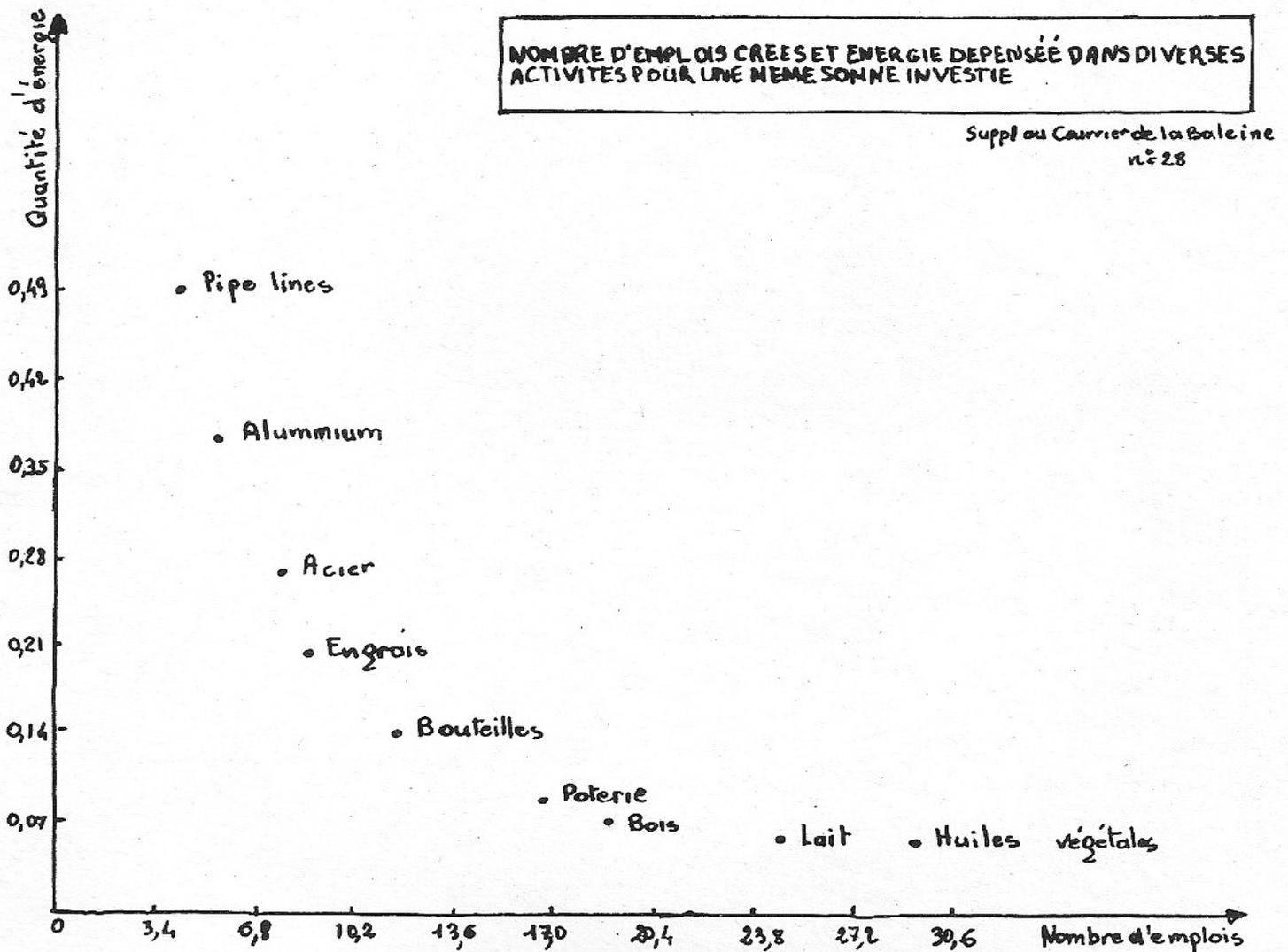
Le tertiaire ne peut s'accroître à l'infini. Il n'est pas productif, il vit donc en "parasite" sur les deux autres secteurs. Les emplois du tertiaire sont pour une part utiles (éducation, santé, transport...) mais d'autres plus nuisibles ou adaptés à un certain type de société (bureaucrates, policiers, CRS, banquiers, assurances...). Dans le secondaire tous les emplois ne sont pas également utiles: fabrication de gadgets, de marchandises peu durables, publicité, armements (la France première au monde par tête d'habitant). Le tertiaire se voit lui aussi maintenant menacé par les progrès technologiques: le microprocesseur et l'application massive de l'informatique et de la télématique risquent de freiner, voir d'inverser la courbe ascendante des créations d'emplois dans ce secteur.

LES SECTEURS PRODUCTIFS NE SONT PLUS GLOBALEMENT PRODUCTEURS D'EMPLOI, ILS EN SUPPRIMENT



EMPLOIS CREEES ET ENERGIE DEPENSEE DANS DIVERSES ACTIVITES POUR UNE MEME

SOMME INVESTIE.



**CE SONT LES INDUSTRIES LES PLUS AVIDE D'ÉNERGIES
QUI CRÉENT LE MOINS D'EMPLOIS**

CREATION D'EMPLOIS, EN FONCTION DES INVESTISSEMENTS, DANS L'INDUSTRIE NUCLEAIRE
ET NON NUCLEAIRE.

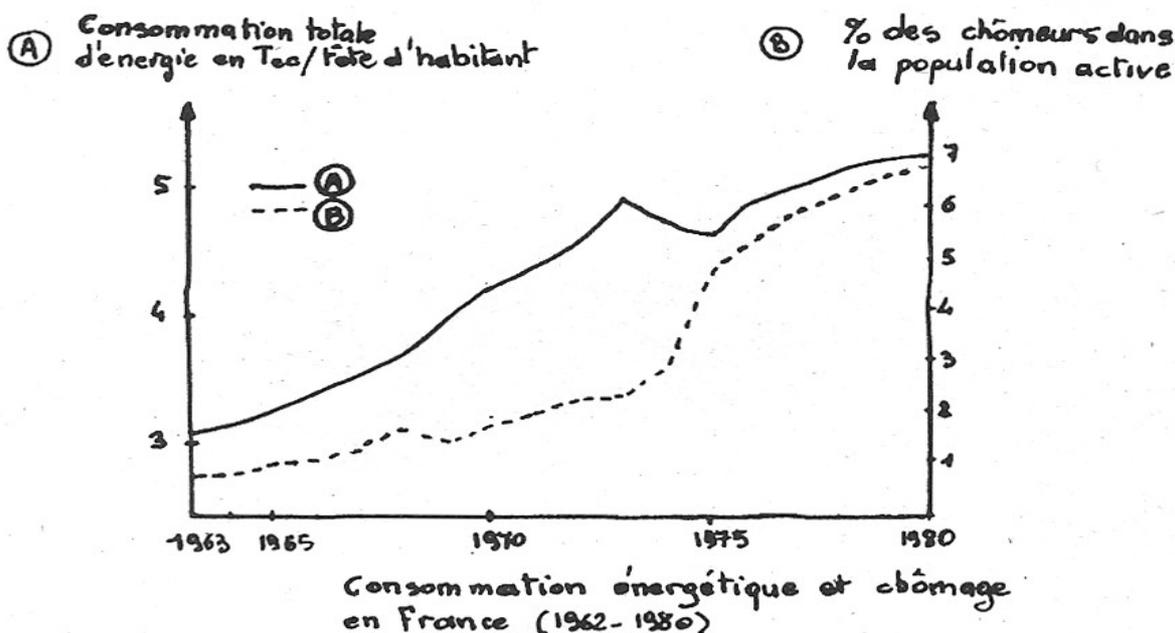
Entreprises du Groupe	Framatome	Jeumont-Schneider		Ermoult Somua	Brissonneau
Activités	Nucléaire	En partie au doaire		Machine outil	Marine
% des investissements par rapport au chiffre d'affaires	75/77 50 %	76 5,5 %	77 4,6 %	77 1,6 %	77 1,3 %
Nombre d'emplois existant par million d'immobilisation *	4	12		17	24

* rapport valeur matériel de production (batiment + machines)

L'exemple du groupe Empain-Schneider (d'après les chiffres fournis aux actionnaires) montre que les investissements dans le nucléaire créent moins d'emplois que s'ils étaient engagés dans d'autres secteurs.

DE TOUS LES INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS C'EST DANS LE NUCLEAIRE QU'IL Y A LE MOINS DE CREATIONS D'EMPLOIS.

CONSOMMATION ENERGETIQUE ET CHOMAGE.



LA CROISSANCE DE LA CONSOMMATION D'ENERGIE VA DE PAIR AVEC LA CROISSANCE DU CHOMAGE.

“NUCLÉAIRE IS BUSINESS”

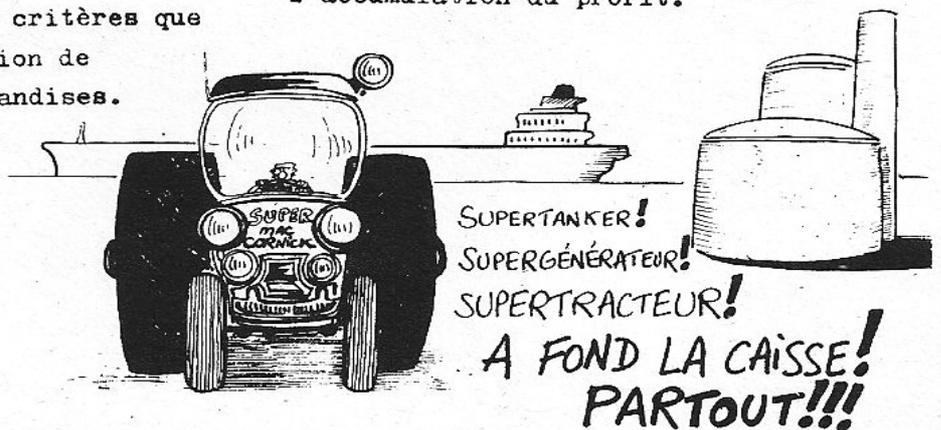
Les patrons ne travaillent pas pour le plaisir ou pour créer des emplois. Ils n'ont qu'un but avoué ou non: faire du profit. et cette course au profit, à travers la loi du marché, explique l'ensemble des transformations politiques et sociales et économiques qui se sont succédées depuis que les hommes se sont mis à travailler, à commercialiser le produit de leur travail. Le but à atteindre est de fabriquer le plus possible d'un produit, au prix de revient le plus bas pour en retirer un profit maximum. Le patronat ne met sur le marché que des produits dont il est sûr qu'ils représentent un besoin suffisant pour être achetés rapidement. Si cela est nécessaire, les besoins sont artificiellement créés, par la Pub... pour accroître le marché.

Produire des marchandises implique de la matière première et de la force de travail mais il faut aussi des ressources énergétiques. La perspective d'expansion indéfinie de la production de marchandise amène à prévoir une consommation d'énergie qui suivie la demande industrielle. La nécessité d'abaisser les coûts de production détermine les choix énergétiques sur les mêmes critères que ceux qui guident la production de l'ensemble des autres marchandises.

Il faut que le coût énergétique soit le plus faible possible, et pour cela, dans la logique du système, il est nécessaire de concentrer la production d'énergie dans un seul domaine, d'y investir le maximum de capitaux pour en augmenter la rentabilité. En 1970, on assiste à une surproduction de pétrole, qui a entraîné une baisse importante du prix du baril. Quelques années plus tard, en 1974, le président d'E.D.F. confessait: "la baisse de 50% du pétrole provoquée par les compagnies internationales au cours des années 60 a retardé la mise en oeuvre du programme électro-nucléaire français". On ne pourrait être plus franc sur le choix premier du nucléaire: la rentabilité financière.

En effet, l'énergie a suivi le développement industriel, et les formes que son exploitation revêt sont l'image fidèle de la structure économique.

De l'utilisation du bois et du charbon de bois, sources "décentralisées" d'énergie, monopolisées par le seigneur (1er pouvoir) au Moyen Age, à l'utilisation du pétrole et du nucléaire, monopolisés à l'échelle mondiale par quelques trusts, nous sommes passés par de nombreux stades de développement économique régis par la même loi: l'accumulation du profit.



BIG IS BEAUTIFUL OU L'ÈRE DES MONOPOLES

L'évolution de l'économie mondiale permise par les progrès scientifiques a bouleversé les formes de production de marchandises (donc d'énergie) à l'échelle de la planète.

Pour faire marcher son entreprise, un patron doit dépenser son capital en machines, en locaux... et en salaires. Moins il dépensera dans les uns ou dans les autres, mieux il se portera face à ses concurrents. En investissant dans la recherche (la recherche n'est jamais neutre quelle qu'elle soit) il cherche à améliorer ses machines, à en augmenter la productivité pour arriver à sortir plus de produits finis en moins de temps. Mais tous les patrons n'avancent pas à la même vitesse dans la course à la rentabilité et un retard technique ou une hésitation à investir dans un type de production nouveau implique que des secteurs industriels ne soient plus rentables et disparaissent.



Dans n'importe quel secteur industriel l'intérêt est non seulement de multiplier ses bénéfices mais également, but suprême, de faire disparaître ou de s'approprier des entreprises concurrentes et de créer une situation de monopole.

Avoir le monopole permet de vendre au prix que les patrons du monopole décident: c'est cela les superprofits. Les trusts qui se constituent ainsi à l'échelle planétaire conquièrent un pouvoir immense et peuvent imposer tel produit au lieu de tel autre. La valse hésitation au début des années 70 entre le pétrole et le nucléaire en est l'exemple même.

DU TOUT PÉTROLE... au ...TOUT NUCLÉAIRE



À l'origine c'est le nucléaire militaire qui a orienté les recherches sur les différentes filières nucléaires les plus avantageuses.

- En France, recherches sur les armes nucléaires débouchent dans le domaine civil aux centrales à eau légère et graphite-gaz.

- Aux USA, les chercheurs ont planché sur les moteurs des sous-marins nucléaires. Cela a donné les systèmes P.W.R. Mais le patronat américain ayant investi des capitaux énormes dans la filière PWR celle-ci s'est trouvée plus compétitive sur le marché international. Aux alentours de 1973, la filière graphite-gaz est abandonnée en France où l'on "franchise" les licences américaines. La chaudière Framatome est conçue par Westinghouse, pour prendre un exemple.



Plogoff: la population invitée à s'exprimer.

Le partage du gâteau se fait dans les années 73-74 et la situation de monopole des USA devient un fait accompli à cette date. Cela n'est pas un hasard, loin de là.

En effet, l'OPEP se crée à ce moment là et les prix du pétrole montent brusquement. S'il y a une chose que les patrons ne peuvent supporter c'est de ne pas pouvoir contrôler leur approvisionnement en énergie, y compris militairement.

En 1953, la CIA a fait renverser Mossadegh et l'a remplacé par un pion docile et sanglant, le shah d'Iran.

Mais dans les années 70, les USA ne peuvent plus se permettre des opérations de ce genre, ils sont "embourbés" au Vietnam.

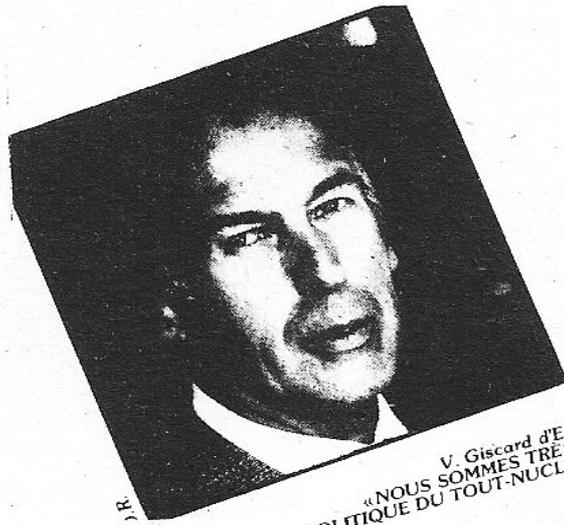
Donc le nucléaire s'impose comme source d'énergie rentable à fabriquer et contrôlable militairement.

L'épuisement des énergies naturelles non renouvelables est une fable pour cacher l'objectif majeur du changement d'énergie: faire de l'argent et non créer des emplois.

La France, contrairement aux USA et à la G.B n'a que peu de charbon et pas de pétrole. De plus, l'uranium est importé (ce qui explique les grenouillages macabres et notre présence en Centrafrique). Comme de toute façon, les ressources mondiales d'uranium ne doivent pouvoir dépasser l'horizon de l'an 2000, les recherches françaises se sont orientées vers les surrégénérateurs de type Phénix.

Ils représentent pour le patronat 3 avantages:

- ils permettent de passer le cap de l'an 2000 en économisant l'uranium, ils multiplient par 50% le contenu énergétique des ressources en uranium.
- cela transforme l'enjeu du nucléaire qui deviendra non plus une énergie de transition mais sera assuré au contraire d'une vie (et donc d'une rentabilité) illimitée.
- cela permet la pénétration dans le marché mondial bien meilleure qu'avec les centrales classiques, la France ayant une avance technologique considérable dans ce domaine, y compris les USA.



V. Giscard d'Estaing:
«NOUS SOMMES TRÈS LOIN
D'UNE POLITIQUE DU TOUT-NUCLÉAIRE»

Malville est un symbole important pour le patronat, qui ayant perdu la bataille du nucléaire classique face au monopole américain, a investi dans les domaines vierges: le surrégénérateur et son corrolaire indispensable, le centre de retraitement de la Hague.

Nous avons essayé de démontrer que la logique première du choix nucléaire est la capacité de cette industrie à augmenter les bénéfices des monopoles (1) et tant pis pour les risques écologiques et humains que ce choix entraîne. Ce n'est pas les patrons qui diront haut et fort "nous investissons dans le nucléaire parce que c'est un créneau pour nos capitaux dans cette période de crise économique mondiale".

Au contraire, ils cachent soigneusement leurs buts en mettant en avant de fausses explications:

- la faute aux arabes (avec les augmentations du prix du pétrole) qui n'ont fait que rattraper les prix des produits finis.
- la création d'emplois.

(1) voir tableau sur la famille Giscard et les trusts du nucléaire.





La bourgeoisie nucléaire : Wendel-Schneider-Empain-Giscard d'Estaing

Durant la V^e République on assiste au rapprochement des Wendel et des Schneider «les frères ennemis de l'acier» depuis cent cinquante ans. Traditionnellement l'oligarchie financière se lie aux hauts fonctionnaires de l'appareil d'Etat par le biais du mariage de ses filles. La V^e République fait se retrouver dans les mêmes sphères gouvernementales des Wendel et des Schneider par alliance.

Côté Schneider : Mr Simon Nora (conseiller de Chaban-Delmas), Maurice Herzog (député et secrétaire d'Etat) mariés successivement à une Schneider ; Valéry Giscard d'Estaing député, ministre puis président de la République, marié à une petite fille Schneider : Anne Aymone de Brantes.

Côté Wendel : Mr F. Mjsoffe (député et ministre), Y. Guéna, Jean François Poncet mariés à des de Wendel, Michel Diebré beau fils d'une des Wendel mère de Mme Y. Guéna, etc...

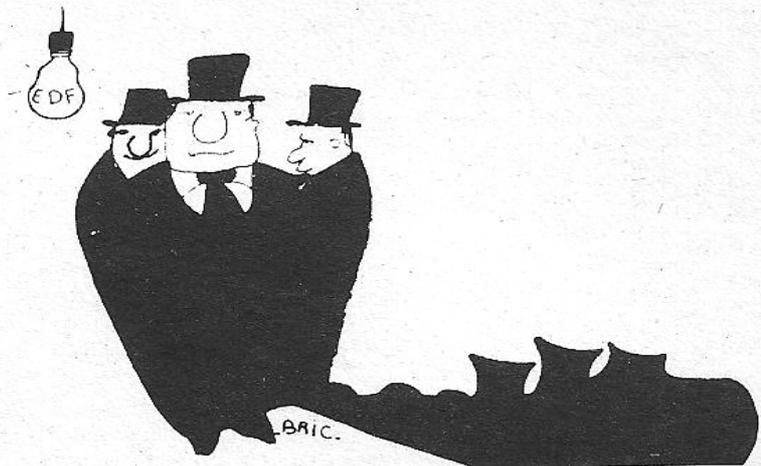
Même si ces éléments ne sont pas déterminants à un niveau politique, ils sont cependant révélateurs de l'existence quotidienne en tant que classe de la bourgeoisie.

C'est autour du nucléaire à la suite de la création de Creusot-Loire que le rapprochement Wendel-Schneider va prendre consistance. Avec l'avènement de Valéry Giscard d'Estaing, la solution Framatome l'emporte. La victoire d'Empain est aussi éclatante. A la tête de Schneider SA, il est accepté comme dirigeant du Creusot, puis de Creusot-Loire, et enfin du CNPF par le ministre des finances de l'époque Valéry Giscard d'Estaing, ... et confirmé dans ces fonctions par le président V.G.E. Le groupe Empain devient après 74 le 3^e groupe financier français.

Cette interpénétration se retrouve aussi dans les conseils d'administration de Schneider SA, de Creusot-Loire mais aussi de la plupart des sociétés de l'électro-nucléaire. On trouve des Schneider, des Wendel, des PUK, mais aussi la famille Giscard d'Estaing. Ainsi le frère du président Mr Jacques Giscard d'Estaing, ancien membre des cabinets Debré et Guichard est aujourd'hui un multi-administrateur du nucléaire : Technicatome, la SERU, Intercontrôle, SOFIDIF, Novatome et Novatome industries...

L'exemple individuel le plus marquant est celui du général Albert Buchalet. Il dirigea pendant quelques temps les applications militaires au CEA, et participe depuis de nombreuses années à la commission PEON ; il fait aussi partie du conseil d'administration de Schneider SA, est vice-président de la Société pour l'Industrie Atomique, PDG de Framatome et dirigeant du CNPF. Autre exemple symbolique (?) : Mr Giraud, ancien directeur du CEA et donc membre de droit de la commission PEON, aujourd'hui ministre de l'industrie et farouche défenseur de l'économie du nucléaire.

Les liens tissés autour de la commission PEON, les interpénétrations entre la haute administration, le CNPF, et les groupes intégrés au nucléaire sont un élément important de la structuration actuelle de la bourgeoisie française.



NUCLÉAIRE : + ou - d'emplois ??

Au niveau d'une centrale en France:

-La construction(1)

Années	1	2	3	4	5	6
Génie civil	130	296	490	350	250	45
Electro-mécanique	0	6	110	460	780	135
Total d'emplois créés	130	302	600	810	1030	180

-L'exploitation pour l'ensemble des tranches à Bugey:

°550 personnes

°350 pour les 4 tranches P.W.R.

°200 pour Bugey I déjà en exploitation.

Autour quelques créations d'emplois dans les services (commerces, école...) mais avec comme corollaire la disparition d'entreprises traditionnelles.

La centrale de Flamanville et les couloirs de ligne vers Caen et Rennes enlèveront 2000 ha de terres agricoles. Autre exemple, 300 pêcheurs de l'estuaire de la Gironde sont menacés par la pollution thermique des réacteurs prévus à Braud St Louis.

Autant ou plus d'emplois perdus donc dans l'installation d'une centrale, cela autour de la centrale proprement dite.

Mais construire des centrales implique une chaîne d'entreprises diverses: aciéries, fonderies, entreprises d'électricité. Certes, il faut créer tous ces secteurs, mais la loi du système économique fait que l'on ne construit que sur les cendres d'autres activités économiques moins rentables. La restructuration industrielle autour du tout nucléaire dévaste des secteurs entiers, jetant des milliers de travailleurs à la rue.

En France, une étude faite en 1975, portant sur les groupes Creusot-Loire, Alsthom-CGE et CEM, qui construisent les turbo-alternateurs ainsi que les composants les plus importants des centrales nucléaires, estimait les emplois nouveaux à 150 chez Alsthom, un peu plus de 1000 chez Framatome Creusot-Loire, 200 à la CEM, soit au total 1500 emplois environ. Dans le même temps, au niveau national, le "tout nucléaire" portait un coup sévère aux entreprises travaillant dans le secteur des énergies classiques: 1459 licenciements à Ideal-Standard, 450 et chômage partiel à la Société Générale de Fonderie, 480 à Francia-Noval, 380 à Chaffoteaux-Maury, plus de 200 à Finimétal et à Saulnier-Duval.

La restructuration du secteur de l'électromécanique conduisait à l'élimination de firmes comme Babcock (plusieurs milliers de licenciements) pour les chaudières, et à l'arrêt de l'activité de l'atelier de mécanique et de fabrication de petites turbines.

Ces chiffres parlent d'eux mêmes. Ajoutons-y une comparaison entre une chaîne de production d'électricité nucléaire et une chaîne de production d'électricité thermique classique. Ces chiffres sont issus d'une étude américaine:

-2614,6 hommes/heure/MWe/an pour le charbon

-1028,7 hommes/heure/MWe/an pour le nucléaire.

En clair, aux USA le remplacement d'une centrale à charbon de 5000 MWe par une centrale nucléaire de même puissance, en prenant une année de 2000 heures par travailleur entraîne la suppression de 3965 emplois.

Connaitre ces chiffres bruts doit nous permettre un frein au chantage Nucléaire-Emplois. On savait déjà que le nucléaire menace la santé, maintenant le débat s'est déplacé (nous sommes en période de chômage aigu) sur l'emploi; faisons savoir que le nucléaire aggravera le problème du chômage. C'est d'autant plus nécessaire que des syndicats ouvriers (la CGT pour ne pas la nommer) utilisent le gel de certains chantiers par le gouvernement pour faire monter les enchères. Il nous faudra convaincre les travailleurs du nucléaire que la solution à l'emploi est dans l'exploitation des énergies non renouvelables (pétrole, charbon) aujourd'hui, et dans celle des énergies renouvelables dans un avenir que nous souhaitons proche.

5(1) emplois créés sur un chantier de deux tranches PWR de 925 MWe (exemple de Bugey et Fessenheim)

APPORT EN EMPLOIS DES ÉNERGIES RENOUVELABLES



Le recours au nucléaire est justifié souvent en laissant miroiter la création d'emplois; mais les énergies renouvelables n'entraîneraient-elles donc pas la création d'emplois? Et les énergies classiques? Aurait-on déjà épuisé toutes les ressources dont nous disposons?

En choisissant au départ de s'orienter vers les énergies renouvelables le gouvernement pourrait favoriser la création d'un nombre important d'emplois dans des branches très diversifiées et réparties (sur) dans tout l'hexagone.

Ce n'est pas le cas du Nucléaire qui demande une main d'oeuvre très qualifiée et centralisée, et peu abondante.

Malheureusement pour nous, peu d'études statistiques ont été faites sur les emplois créés par les énergies renouvelables, alors que les brochures d'EDF regorgent de chiffres en ce qui concerne le Nucléaire. Nous pouvons cependant évaluer ce qui serait possible.

La création d'emplois peut être apportée d'une part par la production d'énergie et d'autre part par les économies d'énergies.

Étudions plus précisément le secteur "production d'énergie".

La production peut être assurée soit par des énergies renouvelables soit par des énergies de type classique, non renouvelables, mais encore exploitables. Les énergies renouvelables sont les plus intéressantes, elles sont nombreuses à pouvoir être développées et inépuisables. Elles constituent donc une véritable assurance sur l'avenir en énergie.

Outre le fait de créer des emplois, les énergies renouvelables ont un double avantage quant à la qualité de l'emploi créé. Les unités de production sont plus petites et donc mieux réparties sur le territoire. Elles permettent la création d'emplois un peu partout et dans des entreprises à taille humaine. Elles font appel à une main d'oeuvre locale puisque les compétences qu'elles demandent sont très diversifiées.

Une étude du Ministère du Travail et du Commissariat à l'énergie solaire projetait la création de 40 000 postes d'ici 85 en matière d'énergie renouvelable dans l'hypothèse où elles auraient couvert 5% de nos besoins en énergie - pourcentage plutôt bas qui correspond à une politique axée sur le Nucléaire. Que dire si les choix étaient axés prioritairement sur le solaire, la biomasse, les éoliennes?

L'UTILISATION DE LA BIOMASSE

* D'une part, par la production de gaz et d'engrais naturels dans les exploitations agricoles.

La valorisation du biométhane pourrait apporter à la France entière 10 millions de TEP (en plus d'un engrais de bonne qualité). Une politique agricole orientée dans ce sens permettrait d'atteindre cette production.

La branche agricole serait bénéficiaire d'un tel choix car il pourrait apporter aux agriculteurs un revenu d'appoint de 800 F par an par hectare (article de Michel Bosquet dans le Sauvage en Mai 79, membre de la Commission Energie pour le VIII^e plan).

* D'autre part, par la production de granulats à partir des déchets végétaux secs et des récupérations de déchets; les déchets végétaux secs provenant de nettoyage de taillis, rivières, bois, friches, talus, fossés...

"Tout dans ce domaine est à faire: former les forestiers, et des bucherons construire les broyeurs qui réduisent les branchages en copeaux, fabriquer les fours et distilleries qui assureront la pyrolyse du bois, la production de méthanol, celle de granulats pour l'alimentation de chaudières industrielles". (Michel Bosquet)

M. Bosquet chiffre à 200 000 le nombre d'emplois nécessaires pour exploiter les végétaux en biomasse en comptant "la récolte", le broyage, et la production de gaz d'ici l'an 2000.

Ici aussi les unités de production peuvent être réparties sur tout le territoire car les déchets végétaux existent partout.

LES ENERGIES DE LA MER

Celles ci sont à développer dans certaines régions adaptées, la Bretagne en particulier qui compte un kilométrage de côtes impressionnant qui ne demandent qu'à être exploitées dans la limite du respect de l'environnement naturel.

-L'énergie marémotrice

Celle-ci est utilisable dans la mesure où l'on se limite à des petites unités de production, car de grosses unités entraînent des modifications trop importantes sur l'environnement naturel.

-L'énergie houlomotrice

Les recherches sont à développer en France, elle est très peu préconisée alors qu'il serait possible de l'utiliser dans les régions proches de la mer.

Elle entrainerait la création d'emplois dans la fabrication des dispositifs et la maintenance.

L'HYDRAULIQUE ET LA GEOTHERMIE

Techniques qui ont déjà fait leurs preuves et qui sont exploitables en fonction des régions dans lesquelles on se trouve. Elles demandent comme les autres un souci du respect de l'environnement en limitant la taille des unités.

* * * * *

Nos documents ne permettent pas de chiffrer précisément le nombre d'emplois créés par ce type d'énergie (marémotrice, houlomotrice, hydraulique, géothermique) mais il faut tenir compte globalement dans le chiffre des emplois créés par les énergies renouvelables.



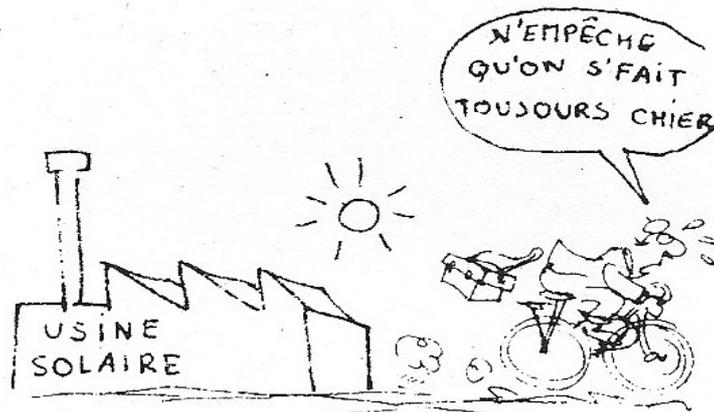
Récapitulatif sur le type d'emplois créés.

- Thermiciens-plombiers chauffagistes _____ chauffage solaire
- Forestiers-bucheron _____ récupération de végétaux secs
- Techniciens et ouvriers dans de _____ centrales solaires.
nouvelles industries _____ Fabrication d'éoliennes,
de panneaux solaires.
- Agriculteurs _____ production de biométhane
production de gaz à partir des
déchets de l'exploitation.
- Chercheurs scientifiques dans _____ photolyse; cellules solaires;
les laboratoires _____ houlomotrice.

Un tel programme peut apporter 500 000 emplois d'ici l'an 2000 dans l'hypothèse de 25% d'énergies renouvelables pour notre production. (voir tableaux)

Ces 500000 emplois se répartissent sur tout le territoire, par petites unités de production, davantage contrôlables par les instances locales qu'elles par le pouvoir central. Ce serait la mise en route d'une production DECENTRALISEE d'énergie et mieux adaptée aux conditions de travail que nous sommes en droit d'exiger.

De plus la rentabilité de telles énergies ne se situe plus seulement au niveau du rapport financier mais encore du service qu'elles rendent à la société. Ce ne sont plus des énergies nuisibles et destructrices, mais des énergies d'avenir.



-Estimations des emplois créés-

Hypothèse: 25% de l'énergie produite par les énergies renouvelables en l'an 2000 ceci avec la perspective d'assurer la quasi totalité de nos besoins en énergie par les énergies renouvelables en 2060. Dans cette hypothèse on peut évaluer les emplois qui seraient effectivement créés d'ici 10 ans:

- chauffage solaire : 80 000
- énergie éolienne : 30 000
Photopiles
- biomasse production: 70 000
approvisionnements: 120 000
- hydraulique.marémotrice
géothermie.houlomotrice: 15 000

TOTAL 315 000 emplois créés en 1990.

Comparaison avec le nombre d'emplois créés par le Nucléaire.

- 4 tranches nucléaires _____ 250 emplois pendant 20 ans
+ 2000 emplois pour le chantier pendant 6 ans.

NON AU GASPILLAGE RECYCLONS!



* Limiter le gaspillage

L'organisation et le développement du recyclage représentent le début de tout programme destiné à diminuer les effets choquants du gaspillage actuel. Il devient donc urgent de généraliser le ramassage sélectif des ordures ménagères réparties en produits recyclables et non-recyclables (compostage ou méthanisation des déchets organiques; papiers et cartons, métaux). La même démarche s'appliquant au ramassage des déchets industriels.

Mais les mesures s'appliquant au développement intensif du recyclage doivent s'accompagner d'une réelle augmentation de la durée de vie des produits; tout ceci implique une nouvelle stratégie industrielle:

- aide au développement de la production d'appareils et de matériaux utiles aux économies d'énergie et aux énergies renouvelables.
- construction d'appareils facilement réparables, de consommation moindre, durables, et dont le recyclage est prévu.
- reconversion des industries sans avenir, l'industrie automobile poussée à produire des voitures très économes, du matériel pour transports en commun et du matériel solaire.

* Possibilités d'économies d'énergie

Un rapport préparatoire au VIII^e plan, montre que la "rentabilité des investissements d'économie d'énergie est égale ou supérieure dans la majorité des cas à celle des investissements de production".

Pour une consommation tendancielle en 1990 de 260 MTEP/an il est possible d'économiser 60 MTEP/an soit près du 1/3 de notre consommation annuelle actuelle (ce qui correspond notons le à la production électronucléaire prévue).

Voici recensé secteur par secteur, le gaspillage d'énergie actuel et prévu en 1990.

Secteur	Consommation 1979	Consommation tendancielle 1990(*)	Consommation "efficace" 1990	Ecart
résidentiel et tertiaire	63,6	89	67	22
industrie, agriculture	65,9	89-94(1)	72-77(1)	17
transports	36,4	52	34-38(2)	18-28
énergie	25,1	28-30	27-29	1
TOTAL	190,9	258-265	200-209	58-62

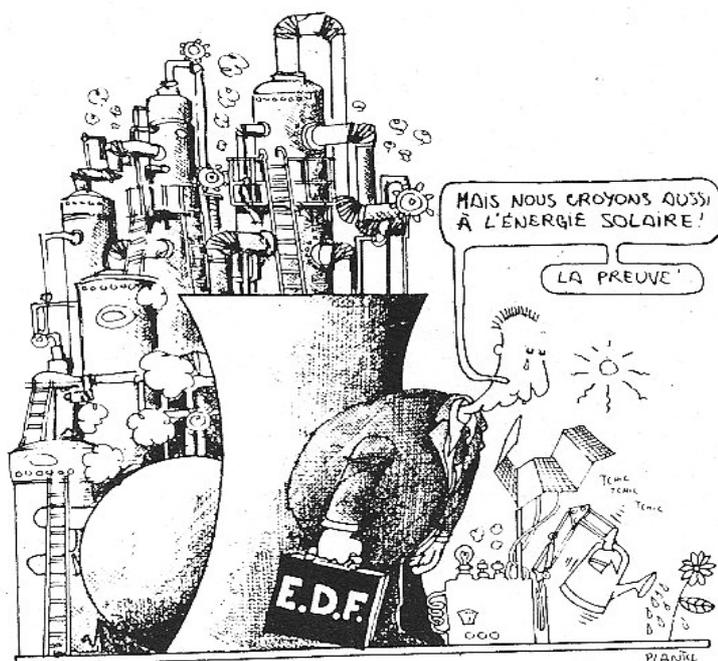
Sources: commissariat général au Plan Juin 80.

(1) croissance faible ou forte

(2) prix des carburants élevés ou bas.

(*) la consommation tendancielle est la quantité d'énergie absorbée en 1990 à Politique incitative et réglementaire inchangée.





Or la forte croissance des années passées, particulièrement visible entre 1960 et 1973, était due au prix exceptionnellement bas d'une énergie très facile à exploiter, le pétrole.

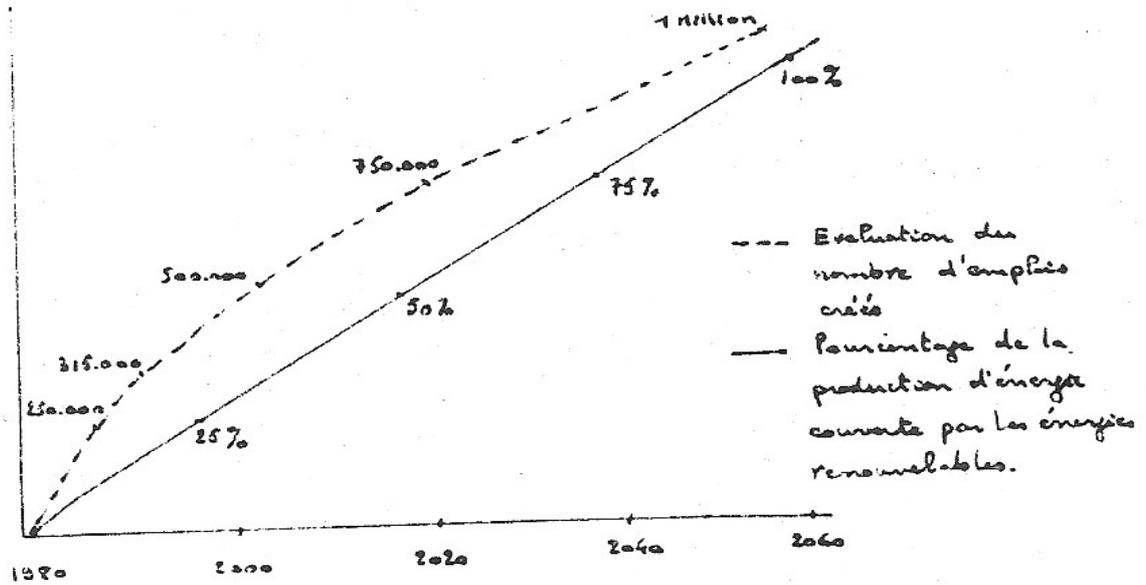
Cette situation a entraîné des comportements de gaspillage que les hausses du prix du pétrole, en 1973, et en 1979 ont tout juste modérés. La consommation est considérée comme le moteur de notre système économique. Élément chef du statut social, elle représente une manière d'exister, substituant les biens de consommation aux relations humaines.

La consommation occupe aujourd'hui une place démesurée. L'économie "moderne" repose en effet sur la capacité de consommation et la puissance de production des travailleurs (eux-mêmes sollicités comme acheteurs). La boucle est ainsi bouclée. Enfermés dans ce cercle vicieux, nous achetons de plus en plus de produits et de services, perdant ainsi toute faculté de production autonome. Le "fait à la maison" devient un luxe suprême, alors que le marketing et la publicité tendent à susciter des besoins nouveaux destinés à compenser un rythme de vie effréné. Et pour satisfaire ces besoins il faut accepter le travail aliéné et une compétition sociale qui appellera d'autres compensations.

On inculque au consommateur des habitudes de consommation (le prêt à jeter), on lui impose des produits superflus, des conditionnements économiquement absurdes et écologiquement nocifs (bouteilles en PVC). La qualité se dégrade (veaux aux hormones), la durée de vie des produits diminue (textile, électroménager, automobile), le gaspillage se généralise: 5 millions de tonnes de déchets par jour pour la communauté européenne, le volume augmentant de 2 à 3% par an.

Consommer mieux, ce n'est pas forcément consommer plus, mais produire plus habilement, avec moins d'énergie et de matières premières, avec aussi plus d'ingéniosité et d'esprit d'innovation. Consommer mieux relève d'abord d'une démarche personnelle: de quoi avons-nous réellement besoin? De plus d'objets ou de plus de relations? De consommer ou d'avoir plus de temps libre? En d'autres termes est-il plus profitable, économiquement, psychologiquement, de consommer moins et de travailler moins, ou de consommer plus et de travailler plus?

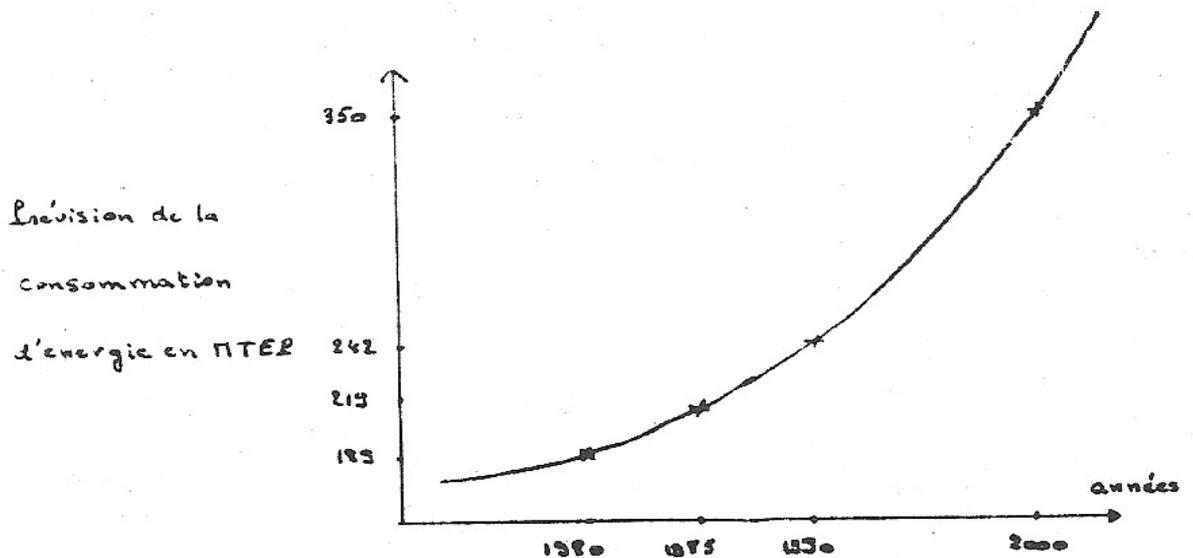
L'acte de consommer est indissociable de la façon de produire.



LA POLITIQUE D'ÉCONOMIE D'ÉNERGIE

* Valoriser l'énergie pour mieux vivre.

Quelle quantité d'énergie nous faut il pour vivre convenablement? Pour que chaque Français soit bien logé, bien chauffé, bien nourri? La croissance de la consommation d'énergie est encore regardée comme une loi inéluctable.



Il faut insister également sur la qualité de l'emploi créé pour les travailleurs. L'exploitation des énergies renouvelables est à envisager sur des unités de production de petite taille. Elle évite donc la concentration de mégacentrales dans les gros pôles industriels ou autres pôles condamnés sur le plan écologique (Vallée du Rhône, littoral Nord).

Les unités de production sont dispersées: le problème de transport de l'électricité disparaît donc avec celui des lignes à haute tension et des pertes de courant pendant le transport (qui diminuent encore d'autant la soi-disant rentabilité du nucléaire tant au niveau énergétique qu'économique).

Dans une Société qui choisit les énergies douces, aucune région n'est désavantagée: la main-d'œuvre n'est pas obligée de se déplacer à des centaines de kilomètres.

L'EMPLOI CREE EST ADAPTE NON SEULEMENT AUX BESOINS DU CONSOMMATEUR
MAIS AUSSI A CELUI DU TRAVAILLEUR.

Une petite unité est beaucoup plus contrôlable au niveau local et peut donc répondre directement à la demande (habitat groupé, dispersé, présence d'industrie...)

ELLE EST ADAPTEE A L'ENVIRONNEMENT

Choisir les énergies renouvelables c'est aller dans le sens de
LA DECENTRALISATION VERITABLE

Les branches qui peuvent être développées en matière d'énergies renouvelables sont nombreuses et créeront donc des emplois à différents corps de métier.

On peut déjà prévoir les branches qui seraient développées en recensant toutes les technologies douces existantes.

LES TECHNIQUES SOLAIRES.

Pour un milliard de francs investi création de 9100 emplois.

Différentes techniques sont à retenir:

-La photolyse: Elle est encore au stade expérimental et nécessite donc la création d'emplois dans les laboratoires de recherche.

-Les cellules solaires
Création d'emplois également dans la recherche pour les perfectionner, mais il faut surtout une volonté de développer leur fabrication pour diminuer leur coût de production, ce qui entraînerait une création d'emplois dans la fabrication.

-Les centrales solaires
Elles sont exploitables immédiatement, il ne reste plus qu'à faire le choix d'en construire.
Elles permettent une production décentralisée et autonome d'énergie.
A partir d'une certaine taille, leur rendement est moins intéressant donc il vaut mieux construire des petites centrales, plus nombreuses (maximum 20 MW)

-Le chauffage solaire

La technologie du chauffage solaire est aussi au point et permettrait la création de nombreux emplois de thermiciens, plombiers chauffagistes pour l'étude d'un chauffage solaire adapté à chaque type de maison et installation de panneaux et circuits d'eau. Elle entraîne l'essor d'une nouvelle industrie: la fabrication de panneaux solaires.

L'ENERGIE EOLIENNE

Il existe peu d'usines de fabrication d'éoliennes (une en Bretagne: ENAG à Quimper)

De nombreux emplois sont donc à créer (techniciens et ouvriers) pour la fabrication des éoliennes et ensuite la maintenance. Il est difficile de chiffrer le nombre d'emplois que cela pourrait apporter exactement, mais il est certain qu'il y a un gros manque dans ce domaine, sachant que cette technologie est au point. Ces usines sont implantables partout, ne demandant pas une haute technicité tant que l'éolienne fabriquée ne dépasse pas la puissance de 100 KW.

En portant le pourcentage à 25% (on pourrait faire beaucoup plus encore) on arrive à la création de 300 000 emplois pour un investissement de 40 milliards de francs, équivalant à l'investissement qui est fait actuellement pour le Nucléaire - ceci d'ici 10 ans c'est-à-dire 1990.

L'emploi créé est de plus autrement plus intéressant que dans le Nucléaire. Pour le Nucléaire il faut compter 10 ans entre le moment où l'on commence à investir et où l'on produit l'énergie, alors qu'en matière d'énergie renouvelables, elles sont rentables au bout de 3 ans (chiffres de l'étude du Ministère du Travail)

La durée maximum d'une centrale nucléaire est de 20 ans alors que de telles limites n'existent pas en matière d'énergies renouvelables: un bon entretien du matériel garantit sa durée de vie. Les emplois créés en énergies renouvelables sont donc:

DES EMPLOIS RAPIDEMENT ECONOMES EN ENERGIE ET DES EMPLOIS DURABLES.

Les experts de l'OCDE quant à eux chiffrent 30 à 50% de l'énergie gaspillée en Europe sur l'énergie totale utilisée.

Pour réaliser cette réduction de la consommation d'énergie de 60 MTEP, il faudrait dépenser de l'ordre de 500 Milliards de francs en 10 ans, compte tenu de la hausse du prix de l'énergie, le coût de 60 MTEP en 1990 serait de 120 à 160 milliards de francs par an. Sans parler des effets induits, cet investissement est rentable.

Dans cette prévision d'économies énergétiques d'ici 10 ans,

- 20 MTEP d'économies de chauffage dans les bâtiments existants, soit plus de la moitié de la consommation, par des travaux courants dont la technique est bien maîtrisée.
- Dans l'industrie, une énergie à gagner de 5 à 40 % selon les branches; l'adaptation correspondante de l'appareil industriel (par l'automatisation, la régulation) permet à la fois d'économiser l'énergie et d'améliorer la productivité, les conditions de travail et la qualité de la vie.
- 30 % d'économies dans le secteur du transport par simples améliorations techniques.

* Les créations d'emplois.

En Avril 79, aux Etats-Unis, une étude était réalisée pour le congrès par une commission présidée par le sénateur Kennedy; cette étude avait pour objet d'évaluer l'impact sur l'emploi d'un programme intensif d'investissement privilégiant les économies d'énergie et les énergies renouvelables.

Le programme visait à réduire la consommation à 1 Milliard de TEP, réduction représentant 40 % de l'énergie primaire (charbon, pétrole...) d'ici 1990.

L'impact sur l'emploi d'un tel scénario est la création de 2,9 Millions d'emplois répartis comme suit:

- 521 000 emplois créés au niveau des économies d'énergie.
- 1.650 000 emplois créés dans le domaine du solaire.
- 1.870 000 emplois créés pour les effets induits.
- 1.137 000 emplois supprimés du à la diminution des énergies conventionnelles.

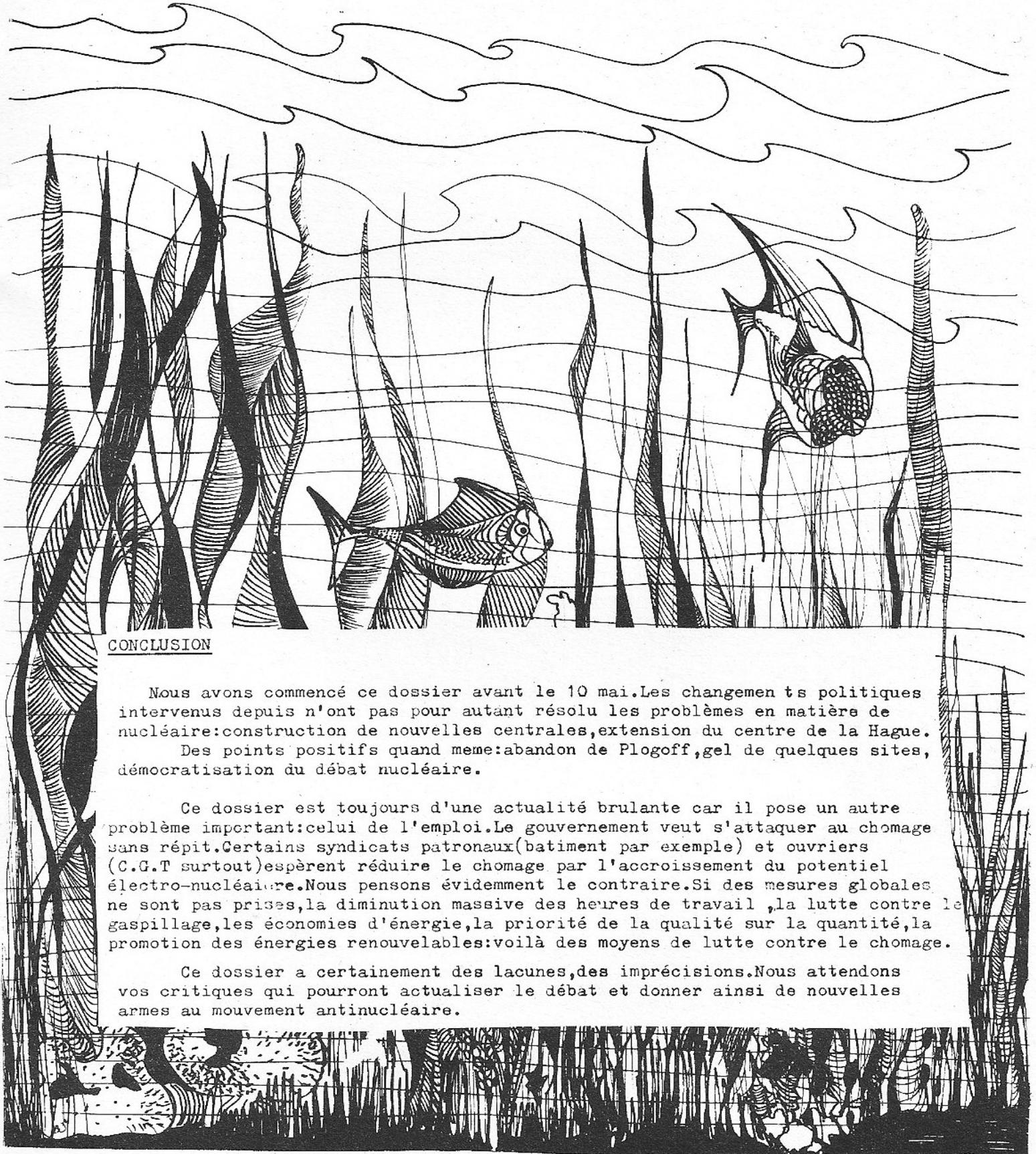
Les économistes français ont essayé de traduire ce que donnerait en France une telle politique: une économie de 60 MTEP/an pourrait créer 6 à 700 000 emplois sur 5 ans d'après le scénario mis sur pied aux U.S.A.

Si on reprend le rapport préparatoire au VIIIe plan, il apparaît que les travaux pour faire aboutir en 5 ans à une économie de 1 MTEP/an induisent:

- 15 000 emplois créés dans le secteur résidentiel.
- 18 000 emplois créés dans le secteur tertiaire.
- 26 000 emplois créés dans l'industrie.
- 68 000 emplois créés dans les transports.

Ajoutons qu'il s'agit d'emplois relevant soit de l'artisanat, soit de petites et moyennes industries. Celles-ci comme celles qui travailleraient pour les énergies renouvelables, pourraient être implantées dans les zones où le chômage est important, afin d'aider à le résorber. Quant aux emplois artisanaux, ils seraient, par leur nature même, bien répartis sur tout le territoire.

Encore faut-il prendre le contre-pied de la politique actuelle, qui néglige totalement la formation des techniciens dans ces domaines: thermiciens, plombiers et installateurs solaire, profession de l'isolation, etc...



CONCLUSION

Nous avons commencé ce dossier avant le 10 mai. Les changements politiques intervenus depuis n'ont pas pour autant résolu les problèmes en matière de nucléaire: construction de nouvelles centrales, extension du centre de la Hague.

Des points positifs quand même: abandon de Plogoff, gel de quelques sites, démocratisation du débat nucléaire.

Ce dossier est toujours d'une actualité brûlante car il pose un autre problème important: celui de l'emploi. Le gouvernement veut s'attaquer au chômage sans répit. Certains syndicats patronaux (batiment par exemple) et ouvriers (C.G.T surtout) espèrent réduire le chômage par l'accroissement du potentiel électro-nucléaire. Nous pensons évidemment le contraire. Si des mesures globales ne sont pas prises, la diminution massive des heures de travail, la lutte contre le gaspillage, les économies d'énergie, la priorité de la qualité sur la quantité, la promotion des énergies renouvelables: voilà des moyens de lutte contre le chômage.

Ce dossier a certainement des lacunes, des imprécisions. Nous attendons vos critiques qui pourront actualiser le débat et donner ainsi de nouvelles armes au mouvement antinucléaire.

LE PRIX DE NOTRE INDEPENDANCE

Les conséquences des intempéries sur le réseau E.D.F. (chutes de lignes et de poteaux) ont mis en évidence notre dépendance quasi-totale de l'électricité. Il faut tirer les leçons de cette situation que nous venons de vivre et qui risque de se reproduire.

- POURQUOI CETTE DÉPENDANCE ?

L'électricité c'est pratique. Un interrupteur, tout s'allume. Un bouton enfoncé, et une force importante se met à notre service, des corvées sont supprimées etc ...

L'électricité nous a rendu d'énormes services, elle a simplifié la vie. Mais en abusant, nous sommes devenus dépendants.

- POURQUOI CES ABUS ?

Dans le domaine industriel comme individuel, l'électricité est irremplaçable mais E.D.F., d'un service public, s'est transformé au cours des dernières décennies, en une entreprise commerciale. Pour E.D.F., il fallait vendre le plus de kilowatts possible et ce furent les publicités d'appartements suréclairés, de cadeaux pour achats d'appareils électriques, d'affiches et spots en tout genre, de campagne mensongère sur le tout-électrique. Tout un mode de vie imposé (lave-vaisselle, congélateur). La maison heureuse, c'était la maison ou tout chauffe, refroidit, et tourne grâce à la fée électricité !

Beaucoup se sont laissé prendre à ces manoeuvres commerciales et crac ... tout par terre ! c'est à ce moment que l'on réalise que l'abus des bonnes choses crée des situations vite insupportables.

Pour ceux qui avaient cédé au "tout-électrique", c'est le retour à la bougie, sans chauffage, sans cuisine, avec un congélateur qui décongèle, sans lave-vaisselle, et sans eau chaude (parfois même sans eau du tout), sans mixer, sans friteuse etc

- LE RETOUR AUX SOURCES

Pour des paysans qui autrefois se débrouillaient parfaitement seul et qui ont des sources d'énergie inépuisables sous la main), c'est des vaches qu'on ne peut pas traire, des aliments qui ne sont plus répartis par les distributeurs automatiques.

En fait en croyant se libérer un peu par l'électricité, nous avons dépassé le seuil d'utilisation à partir duquel nous perdons notre autonomie donc notre liberté.

- ET LE NUCLÉAIRE ?

Certains partisans aveugles ont écrit qu'avec une centrale à Plogoff, cela ne serait pas arrivé !

- . les fils n'auraient pas cassé à St Renan (?)
- . les poteaux ne se seraient pas écroulés à Portsall (?)

Et puis une centrale nucléaire c'est comme une autre centrale : ça tombe en panne ; c'est même pire parfois, ça fuit (rappelez-vous Three Miles Island) et au lieu de produire de l'électricité, ça produit de la radioactivité. Il faut évacuer tout le monde dans un rayon de 50 kms, et 30 ans après, c'est encore un danger. (Pendant ce temps, il faut l'alimenter en électricité pour la "sécurité").

- LA DIVERSIFICATION DES SOURCES D'ÉNERGIE ?

C'est dans cette diversification, que nous conserverons le maximum d'autonomie. Il faut refuser le tout-électrique, notamment le chauffage électrique, qui est une abération énergétique, même si c'est pratique. (l'agence pour les économies d'énergie l'avait déconseillé à E.D.F.). Il faut multiplier ses sources d'énergie en utilisant le maximum d'énergie renouvelable (solaire, bois, gaz naturel, charbon, bio-méthane etc ...), et le moins possible de systèmes asservis à l'électricité (pompes de chauffage central etc ...)

Cela demande des efforts évidents, individuels et collectifs, mais c'est de notre indépendance qu'il s'agit Cela vaut bien un effort !

L'idéal, et c'est possible dans certains cas, c'est de produire soit même son électricité ; ce serait une réalité si un effort avait été fait pour réaliser des appareils à basse tension et des éoliennes grand public (voir Ouest-France du 18.1.82 - page régionale).

Mais il fallait vendre du kilowatt Les grosses firmes se servant d'E.D.F., y avaient grand intérêt et il fallait justifier un programme électro-nucléaire aussi dément que dangereux.

- IMPULSION INDISPENSABLE DES POUVOIRS PUBLICS (Si l'on s'en tient aux schémas actuels).

Pour changer de cap en matière d'énergie, il faut une impulsion des Pouvoirs Publics en même temps qu'une volonté des individuels.

Seule la conjugaison de ces 2 forces pourrait amener rapidement des solutions globales :

- Décentralisation des productions d'énergie,
- Développement de la recherche,
- Installation modèle (par exemple bio-méthane chez les paysans),
- Incitation aux industries (production d'électricité, accumulation, appareillage basse tension etc ...)

Cette impulsion viendra t-elle ? En attendant tirons des leçons et peu à peu regagnons notre indépendance. C'est la seule garantie contre l'exploitation par le capital et l'Etat.

UD CGT de La Manche : nucléaire contre démocratie syndicale

● Trois syndicats CGT de Cherbourg protestent publiquement

DANS une conférence de presse dont FR 3 devait citer de larges extraits, trois syndicats CGT de Cherbourg ont décidé de rompre le silence gêné qui est retombé sur le mouvement ouvrier local, complètement désorienté à la suite des affrontements sectaires qui se sont produits à la veille du débat parlementaire sur le nucléaire. Les trois dirigeants de ces syndicats ont mis en cause publiquement les secrétaires de l'UL et de l'UD de La Manche qui ont pris dans cette affaire des initiatives en rupture totale avec leurs mandats.

Tout avait commencé à la fin août, lorsque, comme par une opération du Saint-Esprit, la banderole de l'union départementale CGT était apparue au-dessus de la tête d'un groupe de dirigeants du PCF ouvrant une manifestation qui défilait dans Cherbourg aux cris de « *Oui au nucléaire, oui à l'emploi, les écoles au poteau !* ». Ce cortège était composé de travailleurs du bâtiment venus du chantier de la centrale nucléaire de Flamanville dont les contrats arrivent à expiration à Noël. Dans les conversations entre militants, le secrétaire du syndicat départemental du bâtiment CGT déclinait toute responsabilité dans cette « démonstration » qui, à quelque temps de l'ouverture du débat parlementaire sur l'énergie,

tombarait merveilleusement bien pour les tenants de la course au nucléaire.

Le secrétaire du SNETP-CGT allait ouvrir la conférence de presse en déclarant : « *Les responsables de l'UL et de l'UD manipulent les travailleurs sur le thème de l'emploi lié au nucléaire. Lors de la conférence départementale CGT de mars 1979, les délégués se sont prononcés clairement contre le retraitement des combustibles irradiés étrangers et contre la concentration du nucléaire dans certains sites et régions. Or, une seule personne, en juillet 1981, a décidé de donner son aval au nom de l'UD CGT pour la construction des tranches trois et quatre de la centrale de Flamanville ainsi que l'extension de l'usine de La Hague.* » A sa suite, le secrétaire des communaux CGT allait dénoncer « *la malhonnêteté intellectuelle de la démarche* » consistant à faire dépendre la solution du chômage de l'extension du nucléaire. Thème qu'allait reprendre le secrétaire du syndicat CGT de l'entreprise métallurgique UIE : « *Nous*

reconnaissons à tous le droit à l'emploi. Nous sommes solidaires des luttes des travailleurs. Mais l'emploi ne passe pas forcément par le développement du nucléaire, bien au contraire. »

Puis, les trois militants, protestant contre ses reports successifs, prenaient date pour le congrès de l'UD de La Manche où les débats sur le nucléaire et sur l'emploi ne pourront pas être esquivés. « *Quelle qu'en soit l'issue, nous voulons que le débat démocratique ait lieu* » Au nom de leurs trois syndicats, ils ont remis un document aux secrétaires de l'UL et de l'UD qui, depuis, ne leur ont pas donné signe de vie.

Philippe Mersenne

ÉNERGIE ET CIVILISATION

La revue "Culture Technique" publie un article de George Basalla qui pose la question: y a-t-il un lien entre consommation d'énergie et civilisation. Il nous a semblé intéressant de vous présenter la conclusion de son article.

quelle est la validité de l'hypothèse de base selon laquelle la consommation d'énergie est une cause déterminante de la civilisation ?

Une des premières choses que vous avez pu remarquer c'est qu'une légère augmentation ou diminution de consommation d'énergie donne lieu à de grandes fluctuations des niveaux de civilisation. Si l'homme utilise moins de charbon ou d'électricité il est condamné à se vêtir de peaux de bêtes, à ronger des os ou à passer son temps à façonner des outils de pierre. Par contre, s'il adopte l'énergie solaire, la fusion ou tout autre source nouvelle, les portes du paradis lui seront ouvertes. Nous devrions nous méfier d'une hypothèse qui place l'humanité dans une situation si précaire entre l'apocalypse et l'utopie; et nous devrions accueillir avec prudence une équation qui ne tienne pas compte du fait que l'énorme croissance de la consommation énergétique au cours des dernières décennies n'a pas nécessairement amélioré nos chances de parvenir à un nouveau stade de civilisation.

La raison en est sans doute dans la façon que nous avons choisie d'utiliser cet excès d'énergie. Dans sa forme grossière, la formule liant civilisation et énergie ne laisse aucune place aux choix car elle se rapporte à l'énergie dépensée par tête d'habitant sans se préoccuper de calculer si cette énergie n'a pas été dilapidée en futilités, gaspillée en guerres destructrices ou employée à promouvoir des réalisations sociales, morales et culturelles que nous identifions avec la civilisation.

Cette absence de discrimination entre les usages sociaux possibles de l'énergie peut conduire à des conclusions absurdes comme celles que tire cet archéologue anglais contemporain en comparant l'Europe barbare et moderne: affirmant que les sociétés barbares avaient d'autant moins de culture qu'elles avaient moins d'énergie à leur disposition, il déclare que la quantité totale d'énergie à laquelle l'Europe barbare entière avait accès n'équivalait probablement pas à celle d'un seul bombardier quadrimoteur moderne. Passant outre à la question évidente mais embarrassante de savoir comment il a pu déterminer la quantité d'énergie accessible à l'Europe barbare¹⁶, je demande lequel est le plus civilisé, le sauvage qui mène ses guerres au lance-pierres ou l'Européen moderne qui accumule astucieusement de vastes quantités d'énergie afin de construire des armes qu'il utilisera contre des populations civiles? Nous ne sommes probablement pas d'accord sur la réponse à cette question mais nous pouvons convenir qu'il ne suffit pas de faire un calcul grossier de l'énergie utilisée sans chercher à savoir comment, quand et où elle a servi.

Vouloir établir un rapport étroit entre deux entités aussi disparates qu'énergie et civilisation ne peut mener à rien.

(H) éditée par le Centre de Recherche sur la culture technique.

Même si nous tentons de donner un sens à l'équation en ne retenant qu'un pays à un moment donné et en supposant que son peuple soit unanime sur ce qu'est la civilisation, des difficultés surgissent. Lorsque Stanley Jevons prédisait le déclin imminent de la civilisation britannique dans les années 1860, il supposait que c'étaient le charbon, le fer et les voies ferrées qui avaient porté l'Angleterre au sommet de sa culture, mais il était contredit par la critique littéraire contemporain Matthew Arnold. Supposons, disait Arnold, que dans deux cents ans l'Angleterre disparaisse dans la mer; en se remémorant sa grandeur le monde penserait sans nul doute à l'Age de Shakespeare et non pas à celui de Lord Tennyson et de la reine Victoria. L'époque élisabéthaine s'en est très bien sortie sans la machine à vapeur pour produire une culture admirée à travers le monde entier¹⁸.

Si un protagoniste du XX^e siècle entrait dans ce débat il produirait des statistiques pour prouver la supériorité de la vie moderne en matière d'espérance de vie, d'alphabétisme, de nutrition, d'hygiène publique, de transports rapides, d'égalité des chances, etc., bref il déplacerait la discussion vers les domaines ayant trait à la qualité de la vie et la croissance économique. Matthew Arnold lui opposerait les mêmes arguments qu'à Jevons en définissant la grandeur nationale en terme de facteurs qui éveillent l'amour, l'intérêt et l'admiration pour une nation et ses réalisations. Et il aurait raison car à travers toute son histoire l'équation énergie-civilisation a mis l'action sur les plus hautes réalisations culturelles de l'homme et non pas sur les aspects plus pratiques de sa vie. Après tout, si l'on a fait l'éloge de la machine à vapeur ce n'est pas seulement parce qu'elle pompait l'eau potable jusqu'aux citadins mais parce qu'elle était dispensatrice de culture.

Un contradicteur tenace riposterait que l'on peut établir un rapport entre eau potable et haute culture: l'artiste et le savant doivent être nourris, vêtus et logés avant de pouvoir produire. Il n'existe pas de réponse simple à cet argument, mais il me semble qu'elle requiert quelque chose de plus profond que l'équation énergie-civilisation que l'on a souvent brandie comme la réponse à tout.

Il est fort dangereux de supposer qu'il faut choyer le corps pour que l'esprit atteigne des sommets culturels, que l'homme ne pourrait étudier les étoiles, penser aux dieux ou orner une pièce de poterie à moins d'avoir la panse pleine, un toit au-dessus de sa tête et un mur autour de sa ville. Plus les historiens et les anthropologues en apprennent sur la préhistoire, plus ils sont convaincus que la science, la religion et l'art font partie intrinsèque de l'existence de l'homme et ne sont pas des raffinements qu'il cultivait lorsqu'il avait atteint un certain degré de stabilité économique. Rien ne vient appuyer l'idée populaire que la nécessité économique précède et ouvre la voie à la vie morale, intellectuelle et esthétique de l'homme¹⁹. Et, pour ma part, je rejeterais donc la simple corrélation entre consommation d'énergie, croissance économique et civilisation.

LETTRE OUVERTE A Jacques ATTALI

Nous sommes un groupe de personnes opposées totalement à l'expansion d'une industrie électronucléaire, et notamment à la construction d'une centrale nucléaire à Golfech.

Il se trouve que notre conviction profonde a été renforcée à la suite de la lecture du livre de Jacques ATTALI, conseiller n° 1 de François MITTERRAND. Voici le texte quasiment mot pour mot, extrait d'un livre(1) écrit en 1978 par Jacques ATTALI.:

... "La poursuite d'un développement marchand implique le développement de la consommation d'énergie et donc une nouvelle production d'énergie... Pour recevoir à domicile, chaque jour, l'équivalent énergétique en électricité d'un baril de pétrole, il faut investir 150 000 \$ si elle provient d'une centrale thermique, 200 000 à 300 000 \$ si elle provient d'une centrale nucléaire.

Dans certains pays, le choix est déjà fait de concentrer ces investissements sur le nucléaire, de produire la moitié de l'électricité sous cette forme. Pour atteindre ce niveau en France, il faudra consacrer à la construction des centrales nucléaires une part importante des moyens de financement des investissements.

... Ainsi tout se joue dans les dix prochaines années, et le choix du réseau énergétique structure à peu près totalement le modèle social. En choisissant le nucléaire, on rend indisponibles les moyens nécessaires aux investissements alternatifs dans les autres éléments du réseau. On impose irréversiblement un certain modèle social centralisé et administré.

Mais au-delà des problèmes politiques qu'il pose, un tel choix est énergétiquement peu défendable. Dans l'état actuel des connaissances, la mise en place du réseau nucléaire ne garantit absolument pas l'autonomie énergétique ni même une moins grande dépendance dans les vingt ans qui viennent. Si la France choisit le nucléaire, elle aggrave au contraire sa dépendance à l'égard du pétrole pour trois raisons. Nul ne connaît d'abord, même pas ceux qui décident son développement, le coût réel de revient du kWh nucléaire; aux U.S.A., le coût a été multiplié par sept depuis 1974, pour des raisons technologiques et sociales. Ensuite, les réserves françaises d'uranium ne constituent que 3% des réserves mondiales et l'énergie nucléaire exigera vite l'importation d'uranium.

Enfin et surtout, le développement de l'industrie nucléaire coûte très cher en pétrole: pour concentrer le minerai, pour construire les centrales, pour enrichir l'uranium, pour gérer les déchets. Selon les informations disponibles, une centrale nucléaire classique entraîne plus d'importations énergétiques qu'elle n'en économise pendant dix ans et pendant vingt cinq ans pour un surgénérateur... Le nucléaire aggrave la dépendance à l'égard du pétrole. Son développement ne s'explique donc que par les besoins énergétiques: il n'a de sens économique que parce qu'il est le moyen le plus simple à court terme et le plus conforme à l'actuelle structure du pouvoir, de produire une demande industrielle et donc de dépasser la crise de la demande. Si l'on suit ce raisonnement, toute la mise en scène actuelle sert essentiellement à légitimer le développement du nucléaire au nom d'un objectif énergétique, alors qu'il sert, en fait, à produire une demande collective adressée à une mégaéconomie française particulièrement menacée faute de demande solvable et à des institutions publiques gérant les réseaux d'énergie et crispés sur leurs monopoles. Dans la logique du Concorde ou du T.G.V., le nucléaire fait financer par l'Etat le soutien de la concentration industrielle de la méga-économie.

Les producteurs d'électricité, les fabricants de matériel électronucléaire et les technocrates ont ainsi combiné leurs intérêts, jusqu'à imposer des choix quasi irréversibles à une société qui ne les a ni discutés, ni même connus. Aussi le nucléaire ne réduira pas les besoins énergétiques. On ne l'imposera que si les opinions publiques, en particulier l'opinion publique française, sont suffisamment tenues à l'écart des informations réelles... Mais si une telle absurdité est un jour perçue, si le choix énergétique du nucléaire n'est plus crédible, il faudra alors l'imposer par la peur et la force comme moyen de produire une demande. L'Etat tentera de faire croire que renoncer au nucléaire c'est se condamner à la pénurie, au chômage, à l'approfondissement de la crise, et au bout du compte, à la guerre pour l'appropriation des sources d'énergie.

(1) "La nouvelle économie française", Jacques ATTALI, éd. Flammarion, coll. "La rose au poing", p.127 à 130: la grille mondiale d'énergie et d'information.

Dans la logique actuelle, l'industrie nucléaire va sans aucun doute se développer, aggraver la centralisation politique et accentuer la nécessité d'une production d'anxiété par l'appareil d'Etat, sans pour autant régler le problème de l'énergie. A la limite même, le nucléaire accélèrera la hausse du coût de l'énergie et rendra plus nécessaire de l'économiser."...

C'est parce que nous avons cru à l'analyse faite par Jacques ATTALI que nous avons milité et voté pour le P.S.

1978 -1981

Qu'y a-t-il de changé? Vous êtes passé, nous sommes passés dans la majorité.

Alors? Quelles conclusions en tirer?

Qu'avez-vous à nous répondre?

Maintenant que vous êtes dans la majorité quel livre allez-vous écrire pour justifier le choix du Gouvernement?

Ne comptez pas sur nous pour vous suivre. Notre choix n'a pas changé.

Françoise SOULIE Artisan Penne d'Agenais

Michel WATTRELOS Artisan menuisier
(Penne d'Agenais)

Patrick BARI Médecin (Penne d'Agenais)

Michèle HOUDART Infirmière (Penne d'Agenais)

Alain ROUCOU Laborantin (Saint Sylvestre)

Christelle LOBRY (Saint Sylvestre)

Paul SIMONET Agriculteur
(Villeneuve sur Lot)

COURRIER DES LECTEURS

LE DOARE Thierry de MURET.

L'arrêt de publication de votre journal a été parfaitement compris. Cela a correspondu à ce sentiment populaire de victoire idéologique puis à l'attente de la matérialisation de cette victoire.

A la liesse a succédé une franche déception que l'on retrouve dans l'ensemble des secteurs de ce pays. Il faut se rendre à l'évidence, nous avons assisté à une distribution de cadeaux comme aux lendemains de fête, concrétisant non pas la volonté de changer la vie et de promouvoir un nouveau projet humain, mais celle de réduire les tensions là où elles s'affirmaient le plus clairement.

"Vous" avez eu Plogoff et "nous" dans les centrales pénitentiaires des petites diminutions de peine. Mais nulle part nous assistons à un changement fondamental.

La réparation de "Nukleel" est liée à cette prise de conscience et marque avec réalisme la nécessité de poursuivre les efforts pour éviter la nucléarisation de la société et par là-même l'aliénation des libertés.

J'ai décidé de m'abonner à Nukleel car, outre le ton employé, j'apprécie la relation que vous faites entre le nucléaire et la militarisation de la société. Par cela vous évitez de vous limiter à l'étroite réflexion de l'écologie pure.

Chers amis,

Je viens de lire votre dernier numéro (janvier) et je suis content de sa réapparition, peut-être "le creux d'une vague" quoique la lutte ne doit pas s'arrêter. Plogoff étant normalement (?) éliminé de la liste noire, nous devons nous battre ailleurs.

Salut et longue vie à "NUKLEEL".

Pierre.

Le démarrage d'une grève de la faim à Golfech est envisagé.

Cette grève pourrait être organisée à travers toute la FRANCE!

Prendre contact d'urgence avec:

Françoise SOULIE

"Brescou", BAJAMONT

47 480 PONT DU CASSE

Tel. 16 (53) 95 63 65

Henri SEQUARD. QUINTIN.

Pouvez-vous nous indiquer si "le on dit" au sujet de Brennilis est exact: fin de l'activité de la centrale dans....5 ans?

Je m'explique:

Si l'on considère d'une part la carte (Nukleel n° 11) de la presqu'île de Crozon (implantations et projets militaires et nucléaires dans le Finistère) et, d'autre part, la carte que le Monde (19 Janvier 1982) a publié concernant l'autoroute électrique à 400 000 volts (voir également Oxygène n° 33-15 décembre 1981-15 janvier 1982, page 4) on se demande si, dans les Côtes du Nord, le remue-ménage d'E.D.F. autour de l'usine (projet très avancé) de Cauron-Guerlédan n'indique pas que E.D.F. avec le lac artificiel (75 hectares juste au-dessus de la localité) de Caurel, VEUT:

1) dans un premier temps lancer son usine souterraine (suppression de 32 sources d'eau pure, dans un second temps: suppression de 145 points d'eau pour... dans 5 ans installer une centrale ATOMIQUE? (dire que l'eau a fait l'objet de nombreux colloques avec.....les organismes officiels!)

Car, n'oublions pas, il faudra bien utiliser les merveilleux pylones de "l'autoroute électrique" puisque (voyez le bout

de l'oreille) cette voie merveilleuse doit, de Rennes-Domloup, rejoindre....Flamanville! (le gel, le givre n'auront-ils donc pas d'effets destructeurs sur ces jolis objets qui seront également des pièges pour les oiseaux migrateurs?).

Je signale, au passage que des éoliennes (production régionale ou locale) ne seraient pas plus laides, surtout si les grosses têtes d'EDF ne s'en occupent pas! (voir Ouessant avec ce qui existe au Danemark).

D'autre part, Caurel est: zone sensible, figure dans le plan touristique de la Bretagne intérieure, que le Finistère fait un gros effort pour rendre le canal....à la navigation de plaisance (attention aux anglais qui se placent) etc...

De ne pas oublier le massacre de massifs boisés, de zones humides devenant sèches, la mise à 4 voies de la N 164 bis évitant Caurel, les routes pour l'approche du nouveau lac, etc...

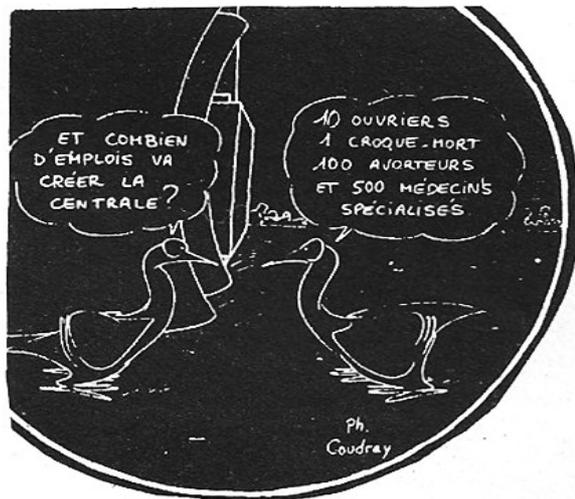
Ne pas oublier les nuisances par le bruit, également la hauteur du marnage (2,40m ou 8,97 m???) , le pompage de 354 M3 seconde avec des rivages fragiles, la reproduction des poissons, etc...

TRES IMPORTANT- Nous voulons une nouvelle étude d'impact, et non 4 ou 5 études les unes après les autres. Cette étude pour être sérieuse doit être globale. Les études sont effectuées par des cabinets qui sont payés par E.D.F. De plus, pourquoi des cabinets de...Grenoble, Thonon et pas Rennes, Brest ou Nantes? A cause du SECRET?

A PROPOS DE LEMONIZ

certains comprendront que des oublis arrivent, en effet les sources de l'article sur LEMONIZ dans le dernier NUKLEEL n'étaient pas mentionnées. Nous rectifions cette erreur en vous donnant les coordonnées d'un bon livre où nous avons puisé certaines informations:

"LE PAYS ET SA LIBERTE"
aux éditions du sycomore
par Patrick BUSQUET
et Claude VIDAL



SI TU EVITES L'ATOME A DROITE,

Ne tends pas l'autre joue pour l'accepter à Gauche.

Floués, abusés, l'avons-nous vraiment été?
Oui, car certains d'entre nous (même des camarades du P.S) croyaient au réel changement de politique énergétique.

Oui, pour beaucoup des anti-nucléaires car, voter F.Mitterand le 10 Mai c'était sauver Plogoff mais aussi pour faire reculer l'échéance sur les autres sites pour les sauver ensuite.

Notre vote était tactique disions-nous; mais aujourd'hui, la réalité est là, répression: à CHOOZ, Golfesh, Le Pellerin/ Carnet.

Notre indifférence est-elle également tactique?

Quelle analyse faisons-nous donc de ce nouveau pouvoir pour croire à une autre solution?

Oui, vraiment nous sommes de grands naïfs!

Mais, de révoltés de Plogoff, que sommes-nous devenus?

Des hommes et des femmes paralysés, incapables de lutter contre ce qui, il y a quelques mois encore, nous aurait soulevés en masse.

Le nucléaire "de gauche", nous l'avons rencontré au Carnet dans un brouillard étouffant; tout

kaki vêtu et la bouche écumante, il nous rappelait un mauvais rêve d'il y a quelques mois et vous, vous tous qui, dans cet ancien cauchemard étiez à nos côtés, répondiez:

"absents" ce jour-là!

VOUS N'ETIEZ PLUS SOLIDAIRES!

Vous n'étiez pas aux limites de la Bretagne où un pouvoir aux allures de démocratie testait la solidarité d'un mouvement qui avait contribué à faire basculer une monarchie.

Si un jour vous vous réveillez, ne prenez pas un air étonné!

Marif. BREST.

UN DANGER MENAÇAIT L'EUROPE

Un danger menaçait la sécurité de l'Europe: le Pacifisme.

En Grande Bretagne, en Belgique, en Allemagne, en Italie, en Espagne, par centaines de milliers ils avaient manifesté contre l'armement nucléaire et les risques de guerre.

Le calme et la certitude des dirigeants et des partis de ces pays avaient heureusement raison de ces inconscients et les opinions publiques étaient rassurées: l'arme nucléaire ne serait jamais utilisée, les armements modernes sont destinés à rester éternellement au placard.

Et voilà que Mme Thatcher vient rappeler que les chefs de ces états qui se disent civilisés sont toujours aussi capables, pour le motif le plus futile, de provoquer la mort de centaines d'hommes.

Nous qui apprenons, incrédules, la destruction du premier navire de cette guerre, pourquoi sommes nous incapables d'imaginer qu'un jour, quelque part, apprendra avec la même incrédulité étonnée que la première ogive de la guerre nucléaire vient de toucher l'Ile Longue.



G.B Landerneau.



CE NUMERO
EST IMPRIME
SUR PAPIER RECYCLE

N° de commission paritaire (CPPAP) 63848

CLOITRE IMPRIMEURS - LANDERNEAU

Nukleel

JOURNAL BRETON D'INFORMATION
NUCLEAIRE EDITE PAR LES
C.L.I.N DU FINISTERE
DIRECTRICE: MARTINE GUYONIC

BULLETIN D'ABONNEMENT

5 numéros: 15 francs

abonnement de soutien 40 francs

NOM:

ADRESSE:

VILLE:

à expédier à: NUKLEEL B.P 30 - 29208 LANDERNEAU